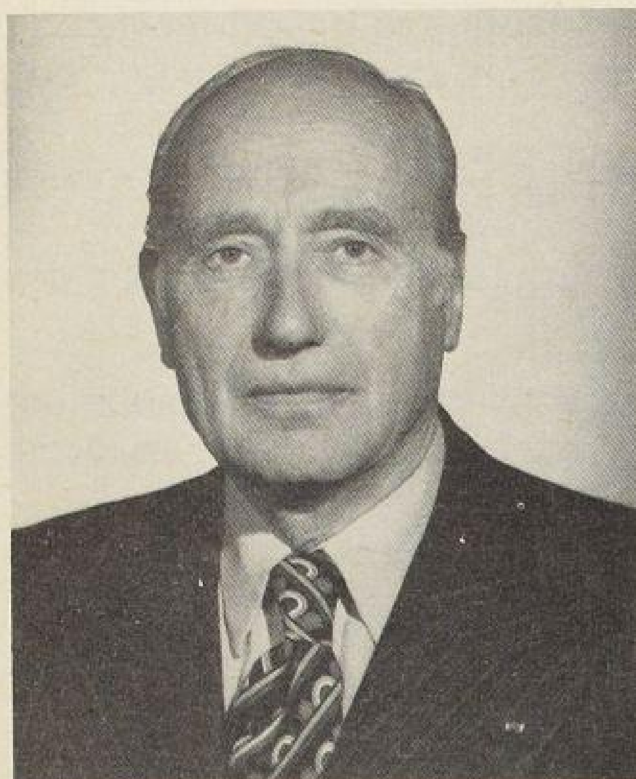


Maurice PAPON

Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de la Valeur Militaire
Chevalier du Mérite Agricole
Combattant Volontaire de la Résistance
Commandeur du Mérite sportif

Elections législatives du 12 mars 1978

3e Circonscription du Cher

Chères électrices,

Chers électeurs,

Certains s'emploient à convaincre les Français qu'il faut changer la vie, et dans ce but, changer de majorité.

Quel est donc le bilan de la Ve République ?

— une prospérité de 20 années, sans précédent dans notre histoire,

a changé la vie sans révolution ;

— le minimum vieillesse a été multiplié par plus de 10 ;
— le SMIC a été multiplié par plus de 7 ;
— les téléviseurs sont passés de 6,4 % des ménages en 1958 à 85 % en 1977 ; les réfrigérateurs de 17 à 90 % ;
— plus de 64 % des foyers possèdent une automobile ;
— 18 millions de logements construits et un ménage sur deux propriétaire de son habitation ;
— 4 400 km d'autoroutes ; sans parler des autres équipements publics, par exemple du plus grand effort de construction scolaire de notre histoire.

La majorité n'a pas à rougir d'une action qui a pu être continue et cohérente. Elle a su faire face à la récession économique de ces trois dernières années qui a frappé la France, en même temps que l'ensemble des nations industrielles. Par comparaison avec les restrictions imposées aux salariés par les Gouvernements socialistes d'Allemagne Fédérale et de Grande-Bretagne, la France a réussi à sauvegarder notre niveau de vie et à améliorer le sort des plus défavorisés.

On vous promet aujourd'hui, en plein effort de redressement, le SMIC à 2 400 F. C'est effectivement **un objectif à atteindre, mais non pas au prix de la faillite de 300 000 entreprises, de l'accentuation du chômage et du doublement des impôts.**

Les chiffrages publiés — d'ailleurs incomplets ou sous-évalués — entraîneraient des prélèvements tels sur l'économie et les patrimoines que ce serait la faillite de la France.

Que vaudrait alors le nouveau SMIC ?

Que deviendrait notre indépendance ?

Ces propositions, faites dans la hâte des échéances électorales sont hélas ! irréalistes et irréalisables. Elles témoignent de beaucoup d'irresponsabilité de la part de ceux qui s'offrent à gouverner.

Je vous propose, non la victoire en se trompant ou en trompant, mais la victoire de la vérité :

Pour dire non au chômage, engageons une nouvelle politique de l'économie qui permette :
— **à nos entreprises et nos commerces,** libérés des tutelles abusives de l'Etat, de reprendre leur élan et de créer des emplois ;
— **à notre agriculture,** de reprendre son souffle et de poursuivre sa marche en avant, après les années de difficultés qu'elle a subies ;
— **à notre jeunesse,** d'être formée en fonction des réalités d'aujourd'hui qui exigent avant tout des qualifications techniques.

Alors, nous aurons les moyens de développer la politique sociale, en particulier, de porter rapidement à 66 % le taux de reversion des pensions des veuves, à 2 400 F le niveau du SMIC payé **en vraie monnaie,** à 60 ans la possibilité pour chacun de prendre sa retraite.

Malgré les retombées de la crise, **le Berry** a traversé cette période défavorable mieux que d'autres provinces. Il s'agit pour demain de poursuivre avec obstination nos équipements collectifs, qui participent à une meilleure qualité de la vie, et la revitalisation de nos communes rurales.

Tout cela n'est pas au-dessus de nos forces.

Mais toutes ces ambitions seraient balayées si devait être atteint l'objectif fondamental du programme commun : changer notre Société.

Tel est l'enjeu de ce scrutin

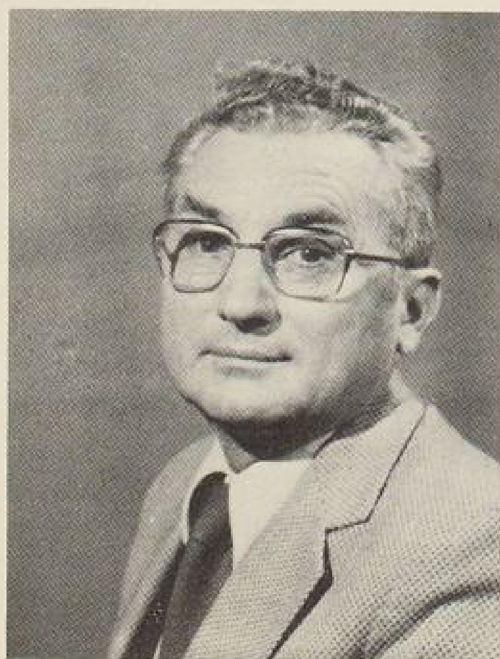
Vous aurez donc à décider entre :
— un changement de société qui ouvre sans retour sur l'aventure collectiviste entraînant — et nous en sommes prévenus — une crise grave de nos institutions politiques ;
— ou bien, **une société de liberté et de progrès,** seule capable d'introduire sans détruire **les vrais changements** que vous souhaitez :
  — **plus de sécurité** pour les personnes et pour les biens, pour les foyers et les patrimoines, pour le travail et l'épargne ;
  — **plus d'initiative** dans notre travail et nos activités, plus de participation aux affaires de la collectivité ;
  — **plus de justice sans haine, plus d'égalité** dans les chances, **plus de respect** de la dignité de chacun.

Telle est notre espérance : elle inspire notre cœur autant qu'elle nourrit notre raison. Seule, L'UNION pourra la réaliser.

Dans ce but, votez pour le candidat unique de la majorité

Maurice PAPON

Député sortant
Rapporteur général de la Commission
des Finances, de l'Economie et du Plan
à l'Assemblée nationale



Suppléant :

René DUBREUIL

Maire, Conseiller général
du Châtelet-en-Berry

I.C.S.A. - 18200 SAINT-AMAND

VU LE CANDIDAT